

Je crois qu'il est inutile pour nous de réparer la superstructure de notre vie économique constituée par nos industries secondaires, si les fondations de cette vie économique représentées par nos industries de base sont ébranlées. Je n'appuierai pas longtemps sur ce qui peut être réalisé par l'emploi public en vue de faire face au problème économique dont j'ai parlé. Je puis toutefois déclarer que je suis tout à fait sûr que l'expérience de tous les pays a prouvé que l'emploi public n'est pas lui-même une solution. Je répète qu'il n'est pas une solution. Il en coûterait à notre pays quelque 300 ou 400 millions de dollars pour mettre au travail les personnes aptes au travail de la catégorie à laquelle je viens de faire allusion.

Le très hon. M. Bennett: Par année?

L'hon. M. Rogers: Oui, par année. On peut concevoir que ce pays puisse adopter une politique de ce genre cette année et l'année prochaine, mais on ne peut pas concevoir que ce pays ou tout autre pays continue à appliquer une politique de ce genre sans adopter la philosophie du socialisme avec tout ce qu'elle comporte.

J'attire l'attention de la Chambre sur cette assertion. M. Rogers prétend qu'il en coûterait 300 ou 400 millions de dollars pour mettre à exécution quoi? Un plan de création de richesse comme celui que nous avons préconisé, soit la construction de maisons, d'écoles, d'hôpitaux et de routes. On nous a dit que c'est au-dessus de nos moyens. Or, en 1940, je crois, nos dépenses de guerre étaient, sauf erreur, de 800 millions. En 1941 nous avons adopté un crédit de 1,300 millions et ce n'était pas tout. Cette année, on nous présente un bill de finance pour la somme de 2 milliards de dollars. Pourtant, quelqu'un affirme-t-il que le pays s'achemine vers la banqueroute? Non; ce que nous craignons c'est que, quand viendra le temps de démobilisation, quand nous n'affecterons pas des milliards à la destruction, nous devrons dépenser un peu d'argent en création de richesse et nous avons peur que ce soit au-dessus de nos moyens et que nous devrons faire face à une terrible calamité. Nous sommes assurément fous. Le présent conflit, une fois terminé, doit nous avoir appris que jamais plus les gens n'auront à chômer, à endurer la pauvreté et la misère, car nous avons ici tout ce qu'il faut pour subvenir à nos besoins. Nous en donnons la preuve tous les jours, maintenant.

Je désire faire une proposition au ministre. Cependant, tout d'abord je dirai que moi aussi je suis heureux, comme l'honorable député de Fort-William (M. McIvor), de ce que nous ayons maintenant un membre du cabinet qui devrait comprendre, lui du moins, la question ouvrière.

L'hon. M. MITCHELL: Qui comprend, pas devrait comprendre.

M. MacINNIS: Fort bien, nous vous verrons à l'œuvre. Un ministre qui devrait comprendre [M. MacInnis.]

prendre la question ouvrière. Avant son arrivée, il n'y avait personne dans le cabinet qui comprît la question ouvrière soit par expérience soit par étude soit autrement. C'est ce qui ressort assurément de la politique ouvrière suivie dans notre pays depuis le début de la guerre.

Si le ministre veut décider ses collègues du cabinet à faire des propositions à la Chambre, lors même qu'elles seraient très progressives, ou radicales si vous préférez, la députation les appuiera, car la Chambre est plus progressive que le cabinet. Et je ne serais pas étonné que le pays soit plus animé de l'esprit de progrès que la Chambre. La situation de l'honorable ministre dans le cabinet peut ressembler quelque peu à celle du Président Roosevelt et du Congrès et bien qu'il ne dispose pas tout à fait du même pouvoir, il est peut-être en meilleure posture vis-à-vis la Chambre pour faire adopter ses mesures, que l'est le président Roosevelt vis-à-vis le Congrès car ce dernier est moins animé de l'esprit de progrès que le président. Le président a eu beaucoup de difficulté à faire approuver son programme du "new deal", et autant à le convaincre sous ce rapport qu'il en a eu à lui démontrer où était son devoir et son intérêt au cours des deux dernières années. Le ministre n'a donc pas lieu de craindre un échec, du moins à la Chambre, lorsqu'il déposera quelque mesure de réforme ou de sécurité sociales.

L'honorable député de Trinity (M. Roebuck), dans son discours de cet après-midi, discours qui a dû être meilleur que je ne l'avais pensé en l'écoutant, si j'en juge par les attaques qu'il a suscitées, a parlé des problèmes que nous devons résoudre après la guerre. Il a dit que ces problèmes seraient de nature à abattre les cœurs les plus vaillants. Il doit cependant reconnaître que ces problèmes ne nous abattront que si nous persistons à nous en tenir aux méthodes anciennes et surannées. Si nous sommes prêts à regarder en avant, à profiter des connaissances et de l'expérience que nous aurons acquises au sujet de la production depuis le début de la guerre, il n'est pas un seul problème de production, et sûrement pas un seul problème d'organisation, que nous ne puissions alors facilement résoudre.

Je tiens à signaler un autre point, non pas à l'égard des mesures législatives qu'on pourra nous présenter en cette Chambre mais à l'égard de leur application; c'est que nous devons prendre bien soin de ne pas mettre les anciens combattants en antagonisme avec nos gens qui ne sont pas allés à la guerre, comme cela s'est fait si souvent après la dernière guerre, alors qu'on a fait des anciens combattants des pions appelés à servir les